

« L'UE se montre unie face au Brexit, mais ça ne va peut-être pas durer. »

MICHELINE CALMY REY
ANCIENNE CONSEILLÈRE FÉDÉRALE

« Le Royaume-Uni devra renégocier tous ses accords avec l'Europe. »

JACQUES DE WATTEVILLE
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EUROPÉENNES

« Le Brexit pourrait être un nouveau départ pour l'Union européenne. »

MICHAEL MATTHIESSEN
AMBASSADEUR DE L'UNION EUROPÉENNE EN SUISSE

« Il manque un vrai leadership politique européen. »

JEAN-PIERRE ROTH
ANCIEN PRÉSIDENT DE LA BNS

« Il faut laisser le Royaume-Uni faire la première trace. »

CHRISTIAN LÜSCHER
CONSEILLER NATIONAL PLR



HÉLOÏSE MARET

LE CHÂBLE Plusieurs intervenants de haut vol ont été invités samedi soir à l'Espace Saint-Marc pour une conférence sur le Brexit. Les conséquences pour la Suisse étaient au cœur des débats.

La Suisse à travers le prisme du Brexit

JULIEN ROBYR

La liste a de quoi impressionner. Anciens conseillers fédéraux, secrétaires d'Etat, politiques et ambassadeurs se sont rassemblés samedi soir au Châble pour une conférence sur les conséquences du Brexit. Organisée par l'Association des amis de Verbier, la commune de Bagnes et la BCVs, l'événement a rempli la salle de l'Espace Saint-Marc.

Dans une Europe affaiblie par la sortie du Royaume-Uni, la Suisse va devoir renégocier ses relations avec l'Europe. C'est autour de cette thématique que l'avocat Jean Russotto, modérateur de la soirée, a interrogé ses invités, car les points communs entre les deux pays – et leur relation avec l'Europe – ne manquent pas.

Renégociation des accords

En guise d'introduction, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes Jacques de Watteville a présenté quelques conséquences directes du Brexit. Mais il s'agissait davantage de questions que de conséquences, au vu de l'incertitude générale qui plane au-dessus de cet épineux dossier. « Le Royaume-Uni devra choisir le type de divorce qu'il désire et renégocier tous ses accords institutionnels et commerciaux avec l'Europe. De son côté, celle-ci aura un virage difficile à négocier avec un poids politique plus faible, la montée du populisme et les élections intéressantes qui auront lieu cette année. »

Un nouveau départ

La réaction des Etats membres de l'Union européenne (UE) est

TROIS QUESTIONS À...



ÉLOI ROSSIER
PRÉSIDENT DE BAGNES

« J'ai une crainte pour nos travailleurs saisonniers »

Face aux conséquences floues du Brexit pour le tourisme local, quelle stratégie allez-vous développer afin de minimiser les risques ?

Tout d'abord, nous souhaitons que les touristes anglais qui viennent chez nous puissent s'intégrer le mieux possible et véritablement apporter quelque chose à l'économie locale et la vie sociale. Ensuite, il faut continuer de travailler sur la qualité de vie que l'on peut offrir à nos touristes et à nos futurs résidents. C'est très important que nos infrastructures soient aussi complètes que possible.

Une modification des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Europe pourrait être une conséquence indirecte du Brexit. Craignez-vous des contraintes

décisives. Selon Michael Matthiesen, ambassadeur de l'UE en Suisse, la situation est inédite. « Les négociations vont être très compliquées et pour l'instant, il est trop tôt pour en parler. Nous devons d'abord attendre la lettre de Theresa May, première ministre du Royaume-Uni. Je pense que l'UE remonte la pente et que le Brexit pourrait être un nouveau départ. »

Un point de vue que ne partage pas Jean-Pierre Roth, ancien président de la Banque nationale suisse (BNS). « Est-ce que l'UE va faire son autocritique et repenser son modèle ? Je suis plutôt pessimiste, car il manque un vrai leadership politique européen. »

Michelle Calmy-Rey va encore plus loin. « Pour l'instant l'UE se montre unie face au Brexit, mais ça ne va

peut-être pas durer très longtemps, surtout dès lors qu'il faudra décider qui paie quoi. »

Le miroir suisse pour le Royaume-Uni

Au sujet de la Suisse, l'ambassadeur s'est montré accueillant. « Les valeurs défendues par la Suisse et celles de l'Europe sont très proches. Cent vingt accords bilatéraux ont été passés, le commerce entre la Suisse et l'UE représente un milliard de francs par jour et la Suisse est quand même le troisième partenaire commercial de l'Europe après les USA et la Chine. »

Par contre, l'ombre du Brexit fait planer le doute sur l'avenir de ces accords. « Les négociations avec la Suisse vont être prises comme un précédent par le Royaume-Uni, c'est

supplémentaires pour vos saisonniers ?

Oui, j'ai une légère crainte pour nos travailleurs saisonniers, mais je suis convaincu que l'Europe et la Suisse ont intérêt à ce que leurs relations restent bonnes, car malgré certaines dérives à corriger comme le dumping salarial, le principe de la libre circulation nous est favorable. Je suis convaincu que le pragmatisme va guider ces négociations.

Quel a été l'argument de cette conférence qui vous a le plus marqué ?

C'est que nous avons besoin d'une Europe forte pour continuer à être fort. Nous ne devons pas nous réjouir des problèmes des pays qui nous entourent. L'Europe nous a amené la paix, et ça il ne faut pas l'oublier. ○ JR

Pour avoir longuement participé aux négociations entre l'UE et la Suisse, Micheline Calmy-Rey doute même que les accords actuels survivent encore longtemps. « La Suisse n'arrivera pas à conserver le statu quo. De nouvelles règles devront se renégocier, car il nous faut concilier notre besoin d'un accès au marché suisse et la gestion du flux migratoire. Le Royaume-Uni se pose la même question. »

Laisser faire la première trace

Le vice-président du conseil d'administration de la BCVs Jean-Pierre Bringenen a salué le travail du Parlement. Ravi, le conseiller national Christian Lüscher, a accepté de prendre le 1/246e du compliment avant de terminer sur cette comparaison : « Comme pour la peau de phoque, il faut laisser le Royaume-Uni faire la première trace et nous, on suit derrière. » La réponse de Jacques de Watteville tombe immédiatement « Ça va quand même dépendre du sommet qu'il choisit. » ○

EN BREF

JUSTICE Un membre de la mafia attend son extradition

Un membre de la mafia calabraise Ndrangheta est en détention en vue de son extradition. L'Office fédéral de la justice (OFJ) a autorisé son extradition. L'homme a fait recours contre cette décision auprès du Tribunal pénal fédéral (TPF). Si le TPF ne tranche pas en sa faveur, il pourra être extradé, indique Folco Galli, porte-parole de l'OFJ. Il confirme une information du « SonntagsBlick ».

Le tribunal de Reggio Calabria l'avait condamné à une peine de prison de neuf ans et demi en 2014. A cette date, il ne se trouvait déjà plus sur le territoire italien. Au printemps 2016, les enquêteurs italiens ont pu le localiser en Valais.

Deux autres membres de la mafia calabraise, mais d'une cellule différente, avaient été arrêtés en mars dernier en Valais. Ils ont déjà été extradés vers l'Italie. Le tribunal de Reggio Calabria les avait condamnés à neuf et six ans de prison pour participation à une organisation criminelle. En août 2016, l'Office fédéral de la justice a autorisé l'extradition vers l'Italie d'un membre présumé de la cellule thurgovienne de la Ndrangheta. L'homme avait été arrêté le 8 mars avec douze autres membres présumés de la cellule.

○ ATS

POLLUTION AU MERCURE Décharger les propriétaires

Le Groupement d'intérêt mercure tire un bilan contrasté trois ans après la révélation de la pollution du sol dans le Haut-Valais. Son principal combat reste l'annulation de l'inscription des terrains peu pollués (entre 0,5 et 2 mg par kilo). « Les terrains ne doivent pas être assainis, mais ils perdent pourtant de la valeur, explique le coprésident Thomas Burgener. Deux motions ont été déposées à Berne, mais le Conseil fédéral peu prendre seul cette décision. Mais à l'OFEV, ils ne sont pas très ouverts. Mais j'ai bon espoir. » ○ LS

PUBLICITÉ



VOTRE ÉCOLE DE LANGUE

- Petits groupes, max. 8 participants
- Test d'évaluation en ligne gratuit
- Tous niveaux, enfants et adultes
- 12 langues à choix
- Podcast gratuit

ecole-club.ch

